

Rapport financier 2010

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Cacouna

Code géographique : 12057

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Madeleine Lévesque, atteste la véracité du rapport financier

de Cacouna pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010.
(Nom de l'organisme)

Date 2011-04-11 Signature _____

Dernière modification : 2011-04-13 14:19:20

Réservé au ministère

5 237 414	647 337	1 548 751	1,1846
-----------	---------	-----------	--------

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Informations sectorielles (1)	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	16
Charges par objets	17
État des résultats	18
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État de la situation financière	20
État des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers	22
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	23
Avantages sociaux futurs	24
Endettement total net à long terme	25
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	27
Analyse des charges	28

(1) Lorsque le rapport financier est non consolidé, les pages concernant les informations sectorielles ne s'impriment pas.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Municipalité de Cacouna, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2010, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Cacouna au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Cacouna inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Les chiffres de l'exercice 2009 ont été audités par un autre auditeur.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

1

1 Comptable agréé auditeur permis no 19130

DATE 2011-04-11

Dernière modification : 2011-04-13 14:19:20

Réservé au ministère

5 237 414	647 337	1 548 751	1,1846
-----------	---------	-----------	--------

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Dernière modification : 2011-04-13 14:19:20

Réservé au ministère

5 237 414	647 337	1 548 751	1,1846
-----------	---------	-----------	--------

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010		Réalizations 2010		Total	Réalizations 2009
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	1 520 780	1 571 798			1 571 798	1 306 060
Paiements tenant lieu de taxes	2	82 440	95 770			95 770	86 762
Quotes-parts	3						
Transferts	4	80 447	252 315			252 315	78 459
Services rendus	5	9 750	57 751			57 751	40 967
Imposition de droits	6	30 000	65 425			65 425	39 800
Amendes et pénalités	7	6 500	13 874			13 874	12 213
Intérêts	8	6 000	10 252			10 252	11 592
Autres revenus	9	5 131	1 300			1 300	25 687
	10	1 741 048	2 068 485			2 068 485	1 601 540
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13		284 076			284 076	259 368
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						12 500
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17		284 076			284 076	271 868
	18	1 741 048	2 352 561			2 352 561	1 873 408
Charges							
Administration générale	19	300 313	307 484	10 665		318 149	393 947
Sécurité publique	20	287 651	262 217	48 082		310 299	297 763
Transport	21	301 095	312 815	30 114		342 929	336 939
Hygiène du milieu	22	230 559	255 082	188 181		443 263	392 835
Santé et bien-être	23	1 200	1 174			1 174	1 161
Aménagement, urbanisme et développement	24	57 024	59 974	11 505		71 479	86 289
Loisirs et culture	25	172 525	168 503	12 412		180 915	191 037
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	46 597	37 016			37 016	34 546
Amortissement des immobilisations	28		300 959	(300 959)			
	29	1 396 964	1 705 224			1 705 224	1 734 517
Excédent (déficit) de l'exercice	30	344 084	647 337			647 337	138 891

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		2010		2009
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	344 084	647 337	138 891
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 284 076 ) (	271 868)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	344 084	363 261	(132 977)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		300 959	296 690
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur	7			
	8		300 959	296 690
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	60 498 ) (	45 400 ) (	44 073)
	18	(60 498)	(45 400)	(44 073)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	274 000 ) (	320 999 ) (	31 088)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	21		(9 599)	(9 586)
Montant à pourvoir dans le futur	22			
Financement des investissements en cours	23	(9 586)		
	24	(283 586)	(330 598)	(40 674)
	25	(344 084)	(75 039)	211 943
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	26		288 222	78 966

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010		2009
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		284 076	271 868
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2	(230 000)	(181)	(6 240)
Sécurité publique	3	)	)	18 343)
Transport	4	)	6 902)	69 908)
Hygiène du milieu	5	(44 000)	639 067)	311 685)
Santé et bien-être	6)))
Aménagement, urbanisme et développement	7)))
Loisirs et culture	8	)	1 807)	2 969)
Réseau d'électricité	9)))
	10	(274 000)	(647 957)	(409 145)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11)))
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12)))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		140 114	
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	274 000	320 999	31 088
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	16			(33 925)
	17	274 000	320 999	(2 837)
	18		(186 844)	(411 982)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	19		97 232	(140 114)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010		2009
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	319 391	322 012	323 711
Charges sociales	2	63 541	55 951	59 565
Biens et services	3	790 619	777 823	796 689
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	39 534	29 614	31 219
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	7 063	7 402	3 327
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	176 816	172 021	192 706
Autres	10		14 625	
Autres organismes	11		10 242	1 849
Amortissement des immobilisations	12		300 959	296 690
Autres				
- Subv particulier et entreprise	13		13 693	28 761
- Autres	14		882	
-	15			
	16	1 396 964	1 705 224	1 734 517

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Revenus				
Taxes	1	1 520 780	1 571 798	1 306 060
Paiements tenant lieu de taxes	2	82 440	95 770	86 762
Quotes-parts	3			
Transferts	4	80 447	536 391	337 827
Services rendus	5	9 750	57 751	40 967
Imposition de droits	6	30 000	65 425	39 800
Amendes et pénalités	7	6 500	13 874	12 213
Intérêts	8	6 000	10 252	11 592
Autres revenus	9	5 131	1 300	38 187
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	1 741 048	2 352 561	1 873 408
Charges				
Administration générale	12	300 313	318 149	393 947
Sécurité publique	13	287 651	310 299	297 763
Transport	14	301 095	342 929	336 939
Hygiène du milieu	15	230 559	443 263	392 835
Santé et bien-être	16	1 200	1 174	1 161
Aménagement, urbanisme et développement	17	57 024	71 479	86 289
Loisirs et culture	18	172 525	180 915	191 037
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	46 597	37 016	34 546
	21	1 396 964	1 705 224	1 734 517
Excédent (déficit) de l'exercice	22	344 084	647 337	138 891
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		4 590 077	4 451 188
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24			(2)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		4 590 077	4 451 186
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		5 237 414	4 590 077

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Excédent (déficit) de l'exercice	1	344 084	647 337	138 891
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(274 000)	(647 957)	(409 145)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		300 959	296 690
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur	6			
	7	(274 000)	(346 998)	(112 455)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		2 580	2 210
Variation des autres actifs non financiers	10		(558)	7 574
	11		2 022	9 784
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	70 084	302 361	36 220
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		(1 053 642)	(1 089 860)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14			(2)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		(1 053 642)	(1 089 862)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16		(751 281)	(1 053 642)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	659 200	465 556
Placements temporaires	2	5 669	5 610
Débiteurs (note 5)	3	580 414	203 661
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	<u>1 245 283</u>	<u>674 827</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires	11	100 000	
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	1 145 949	1 094 760
Revenus reportés (note 11)	13	1 430	1 624
Dette à long terme (note 12)	14	749 185	632 085
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	<u>1 996 564</u>	<u>1 728 469</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	<u>(751 281)</u>	<u>(1 053 642)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	5 948 259	5 601 261
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	20 954	20 954
Stocks de fournitures	20	13 013	15 593
Autres actifs non financiers (note 15)	21	6 469	5 911
	22	<u>5 988 695</u>	<u>5 643 719</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	<u>5 237 414</u>	<u>4 590 077</u>
Engagements contractuels (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	647 337	138 891
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	300 959	296 690
Autres			
-	3		(2)
-	4		
	5	948 296	435 579
Variation nette des éléments hors caisse			
Placements temporaires de plus de trois mois	6		
Débiteurs	7	(376 753)	125 372
Autres placements à long terme	8		
Autres actifs financiers	9		
Créditeurs et charges à payer	10	51 189	83 402
Revenus reportés	11	(194)	763
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12		
Propriétés destinées à la revente	13		
Stocks de fournitures	14	2 580	2 210
Autres actifs non financiers	15	(558)	7 574
	16	624 560	654 900
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	17	(647 957)	(409 145)
Produit de cession	18		
	19	(647 957)	(409 145)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	162 515	
Remboursement de la dette à long terme	24	(45 415)	(44 073)
Variation nette des emprunts temporaires	25	100 000	(100 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	217 100	(144 073)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	193 703	101 682
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	471 166	369 484
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹	32	664 869	471 166

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Cacouna est constituée et régie en vertu du code municipal de la province de Québec.

2. Principales méthodes comptables**A) Périmètre comptable**

S/O

B) Comptabilité d'exercice

Les revenus et dépenses sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Cette méthode consiste à reconnaître les revenus et les dépenses au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où les activités sont réglées par un encaissement ou un décaissement ou toute autre façon. De plus, les revenus et dépenses sont comptabilisés sur une base brute.

C) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

D) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût sauf pour les immobilisations reçues à titre gratuit qui sont comptabilisées à la juste valeur marchande à la date de prise de possession.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants :

Infrastructures de 2,5 % à 10 %

Bâtiments 2,5 %

Véhicules de 6.67 % à 10 %

Ameublement et équipement de bureau de 10 % à 20 %

Machinerie, outillage et équipement de 5 % à 20 %

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

G) Montant à pourvoir dans le futur

S/O

H) Autres éléments

PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés des produits et des charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
4. Encaisse et placements affectés		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1	
Placements temporaires	2	5 669
Placements à long terme	3	5 610
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	4	50 686
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	461 130
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	106 241
Organismes municipaux	8	22 751
Autres		5 823
- Autres débiteurs	9	68 598
-	10	14 674
	11	9 252
		580 414
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		203 661
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	
Organismes municipaux	13	
Autres tiers	14	
	15	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	17	
Prêts à un fonds d'investissement	18	
Autres		
-	19	
-	20	
	21	
Note		
7. Placements à long terme		
Placements à titre d'investissement	22	
Autres placements	23	
	24	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
(Passif) des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____) (_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31	7 338
Régimes de retraite des élus municipaux	32	7 608
	33	7 338
	7 338	7 608

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	1 122 074	1 051 385
Salaires et avantages sociaux	38	17 850	26 645
Dépôts et retenues de garantie	39	330	330
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Intérêts courus sur dette LT	42	5 695	10 706
-	43		5 694
-	44		
-	45		
-	46		
	47	1 145 949	1 094 760

Note

11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	1 430	1 624
Transferts	49		
Autres			
-	50		
-	51		
	52	1 430	1 624

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

						2010	2009
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	3,72	4,90	2011	2015	53	749 185	632 085
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					55		
Organismes municipaux					56		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					57		
Autres					58		
					59	749 185	632 085
Frais reportés liés à la dette à long terme					60	()	()
					61	749 185	632 085

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme				Total 2010
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2011	62	70	106 000	78	87	95	106 000
2012	63	71	45 900	79	88	96	45 900
2013	64	72	173 000	80	89	97	173 000
2014	65	73	27 300	81	90	98	27 300
2015	66	74	396 985	82	91	99	396 985
2016 et +	67	75		83	92	100	
	68	76	749 185	84	93	101	749 185
Intérêts et frais accessoires				85	()	102	()
	69	77	749 185	86	94	103	749 185

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

13. Immobilisations		<u>Solde au début</u>	<u>Addition</u>	<u>Cession / Ajustement</u>	<u>Solde à la fin</u>
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	6 487 936	132	159	186
Eaux usées	105	462 631	133	160	187
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	1 554 789	134	161	188
Autres	107		135	162	189
Réseau d'électricité	108		136	163	190
Bâtiments	109	884 224	137	164	191
Améliorations locatives	110		138	165	192
Véhicules	111	341 189	139	166	193
Ameublement et équipement de bureau	112	78 463	140	167	194
Machinerie, outillage et équipement divers	113	213 663	141	168	195
Terrains	114	40 158	142	169	196
Autres	115		143	170	197
	116	<u>10 063 053</u>	144	<u>1 988</u>	171
				<u>(83 801)</u>	198
Immobilisations en cours	117	<u>855 918</u>	145	<u>645 969</u>	172
	118	<u>10 918 971</u>	146	<u>647 957</u>	173
				<u>83 801</u>	199
					<u>200</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	4 050 218	147	174	201
Eaux usées	120	119 493	148	175	202
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	555 299	149	176	203
Autres	122		150	177	204
Réseau d'électricité	123		151	178	205
Bâtiments	124	305 593	152	179	206
Améliorations locatives	125		153	180	207
Véhicules	126	95 082	154	181	208
Ameublement et équipement de bureau	127	57 844	155	182	209
Machinerie, outillage et équipement divers	128	134 181	156	183	210
Autres	129		157	184	211
	130	<u>5 317 710</u>	158	<u>300 959</u>	185
				<u>212</u>	212
				<u>5 618 669</u>	213
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>5 601 261</u>			<u>5 948 259</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	214		217	219	221
Amortissement cumulé	215	(_____)	218	(_____)	220
Valeur comptable nette	216				222
					<u>223</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
14. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	224		
Immeubles industriels municipaux	225	20 954	20 954
Autres	226		
	227	20 954	20 954
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	20 954	20 954

Note**15. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	230	6 469	5 911
Frais reportés			
-	231		
-	232		
	233	6 469	5 911

Note**16. Engagements contractuels**

1. La Municipalité s'est engagée à verser 10 % des revenus subventionnables de "Les Habitations Kakou". Tout montant que la Municipalité pourrait être appelée à déboursier sera comptabilisé dans l'exercice en cours.

2. La Municipalité s'est engagée par contrats d'une durée de cinq ans (incluant la possibilité d'extension de deux ans) à compter du 26 octobre 2009 pour le service d'enlèvement de la neige. Le solde des engagements au 31 décembre 2010 s'établit à 516 969 \$ (incluant la TPS et la TVQ). Les paiements minimums exigibles au cours des quatre prochains exercices sont les suivants :

2011 - 125 856 \$
 2012 - 130 371 \$
 2013 - 130 371 \$
 2014 - 130 371 \$

3. La Municipalité s'est engagée par contrat d'une durée de 66 mois à compter du 21 novembre 2005 pour la location d'un photocopieur. Le montant minimum à payer suivant ce contrat se chiffre à 21 150 \$ (incluant la TPS et la TVQ). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2010 s'établit à 1904\$. Le paiement exigible au cours du prochain exercice est le suivant :

2011 - 1 901 \$

4. La Municipalité s'est engagée par contrat d'une durée de trois ans à compter du 16 novembre 2010 pour la collecte des ordures. Le montant minimum à payer se situe à 186 244 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des trois prochains exercices sont les suivants :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

2011 : 60 953 \$
2012 : 62 081 \$
2013 : 63 210 \$

5. La Municipalité s'est engagée par contrat d'une durée de trois ans à compter du 1er janvier 2010 pour l'entretien ménager des salles paroissiales. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2010 s'établit à 30 240 \$ Les paiements minimums exigibles au cours des deux prochains exercices sont les suivants :

2011 - 14 880 \$
2012 - 15 360 \$

6. La Municipalité s'est engagée à verser annuellement une somme de 5 363 \$ à l'Office du Tourisme et des Congrès durant l'année 2011.

17. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

S/O

d) Autres

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

18. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

19. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par la Municipalité.

20. Emprunt bancaire

La Municipalité dispose d'une marge de crédit, d'un montant autorisé de 200 000 \$, portant intérêts au taux préférentiel et renouvelable annuellement.

La municipalité dispose d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 18 491 775 \$, portant intérêts au taux préférentiel plus 0.4 %. Au 31 décembre 2010, un montant de 100 000 \$ est utilisé.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	(124 166)	(412 388)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2	162 048	152 449
Montant à pourvoir dans le futur	3	()	()
Financement des investissements en cours	4	(42 882)	(140 114)
Investissement net dans les éléments à long terme	5	5 242 414	4 990 130
	6	5 237 414	4 590 077
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés			
Excédent de fonctionnement affecté			
- Ancien Village Cacouna	7	8 376	8 376
- Ancienne Paroisse Cacouna	8	91 420	91 420
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
	14	99 796	99 796
Réserves financières			
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	21	59 797	50 198
Fonds parcs et terrains de jeux	22		
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	23		
Société québécoise d'assainissement des eaux	24		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	25	2 455	2 455
Fonds d'amortissement	26		
Financement des activités de fonctionnement	27		
Autres			
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	62 252	52 653
	33	162 048	152 449

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	34 () (
Intérêts sur la dette à long terme	35 () (
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	36 () (
Régimes non capitalisés	37 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	38 () (
Autres	39 () (
Régimes non capitalisés	40 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41 () (
Autres		
-	42 () (
-	43 () (
	44 () (
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	45	
Investissements à financer	46 (	42 882) (
	47	(42 882) (140 114)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	48	5 948 259
Propriétés destinées à la revente	49	20 954
Prêts	50	
Placements à titre d'investissement	51	
Participations dans des entreprises municipales	52	
	53	5 969 213
Éléments de passif		
Dette à long terme	54	749 185
Frais reportés liés à la dette à long terme	55	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	56 () (
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	57 (	22 386) (
	58	726 799
Dette en cours de refinancement et autres éléments	59	
	60	726 799
	61	5 242 414

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	
Autres	30 _____	
-	31 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 <u>_____</u>	<u>_____</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2010	2009
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	<u>2010</u>	<u>2009</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67	() ()	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91 <u>7 338</u>	<u>7 608</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
93 Non

	2010	2009
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice	94 _____	_____

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2010	2009
Cotisations des élus au RREM	95 _____	_____
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	96 _____	_____
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	97 _____	_____
	98 _____	_____

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2010

		Total
Dettes à long terme (note 12)	1	749 185
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	42 882
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	
Autres		
-	6	
-	7	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Actif au titre des avantages sociaux futurs	12	
Autres déductions		
-	13	
-	14	
Endettement net à long terme	15	792 067
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	3 564
Communauté métropolitaine	17	
Autres organismes	18	
Endettement total net à long terme	19	795 631
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	795 631
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TAXES		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	1 206 797	1 265 086	1 035 203
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	52 971		27 506
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5		30 932	
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	1 259 768	1 296 018	1 062 709
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	35 723	42 641	62 060
Égout	11	54 717	72 215	81 280
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	140 125	155 166	97 800
Autres				
-Cours d'eau Branche Gagnon	14		5 758	
-	15			
-	16			2 211
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	30 447		
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	261 012	275 780	243 351
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	261 012	275 780	243 351
	26	1 520 780	1 571 798	1 306 060

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	25 000		24 941
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28		5 000	5 000
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	290	290	290
	31	25 290	5 290	30 231
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	29 000	33 066	28 444
	35	29 000	33 066	28 444
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37		29 576	
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39			
	40		29 576	
	41	54 290	67 932	58 675
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	28 150	27 838	28 087
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45	28 150	27 838	28 087
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	82 440	95 770	86 762

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53	47 082	1 400
Sécurité publique			41 376
Police	54		
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	1 930	
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60	34 202	
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67	279	
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73	168 989	
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87		
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		
Autres	89	6 933	
Réseau d'électricité	90		
	91	47 082	213 733
			41 376

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS (suite)	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		259 368
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	284 076	
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	284 076	259 368

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS (suite)		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131	5 565	5 565	9 275
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	27 800	28 705	27 808
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138		4 312	
	139	33 365	38 582	37 083
TOTAL DES TRANSFERTS	140	80 447	536 391	337 827

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

SERVICES RENDUS	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143	698	
	144	698	
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146	1 479	
Sécurité civile	147		
Autres	148	12 730	
	149	14 209	
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151		
Autres	152	271	
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155	271	
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156	48	
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168	48	
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177	33 122	
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179	3 273	
	180	36 395	
Réseau d'électricité	181		
	182	51 621	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	4 250		1 272
Sécurité publique	184	1 000		982
Transport				
Réseau routier	185			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186			
Transport adapté	187			
Transport scolaire	188			
Autres	189			
Autres	190			
Hygiène du milieu	191			
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193			
Loisirs et culture	194	4 500	6 130	38 713
Réseau d'électricité	195			
	196	9 750	6 130	40 967
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	9 750	57 751	40 967
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	5 000	5 620	6 118
Droits de mutation immobilière	199	25 000	52 611	33 682
Droits sur les carrières et sablières	200		2 489	
Autres	201		4 705	
	202	30 000	65 425	39 800
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	6 500	13 874	12 213
INTÉRÊTS	204	6 000	10 252	11 592
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206		1 000	
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres	211	5 131	300	38 187
	212	5 131	1 300	38 187

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations 2010		Total	Réalizations 2009
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	33 131	34 157	10 665	44 822	39 228
Application de la loi	2					
Gestion financière et administrative	3	195 990	202 113		202 113	264 576
Greffe	4					16 706
Évaluation	5	46 870	46 869		46 869	45 238
Gestion du personnel	6					
Autres	7	24 322	24 345		24 345	28 199
	8	300 313	307 484	10 665	318 149	393 947
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	167 499	167 440		167 440	162 215
Sécurité incendie	10	117 743	92 046	43 259	135 305	132 906
Sécurité civile	11					2 642
Autres	12	2 409	2 731	4 823	7 554	
	13	287 651	262 217	48 082	310 299	297 763
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	147 995	171 167	28 260	199 427	201 036
Enlèvement de la neige	15	127 806	119 918		119 918	111 303
Éclairage des rues	16	18 500	16 870		16 870	18 513
Circulation et stationnement	17	3 000	646		646	2 998
Transport collectif						
Transport en commun	18					3 089
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	3 794	4 214	1 854	6 068	
	22	301 095	312 815	30 114	342 929	336 939

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Budget 2010		Réalisations 2010		Total	Réalisations 2009
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	4 500	1 593	155 614	157 207	2 000
Réseau de distribution de l'eau potable	24	31 217	50 390		50 390	189 485
Traitement des eaux usées	25	46 117	48 847	7 371	56 218	48 789
Réseaux d'égout	26	8 600	22 469	18 477	40 946	22 035
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	65 831	50 885		50 885	64 755
Élimination	28	66 369	51 096		51 096	46 419
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	5 600	4 320		4 320	6 165
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32		6 952		6 952	
Matériaux secs	33					
Autres	34		16 454		16 454	
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	2 075	2 076		2 076	2 105
Protection de l'environnement	38			4 250	4 250	
Autres	39	250		2 469	2 469	11 082
	40	230 559	255 082	188 181	443 263	392 835
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	1 200	1 174		1 174	1 161
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	1 200	1 174		1 174	1 161
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	42 298	45 248	4 964	50 212	64 048
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	11 280	11 280	6 391	17 671	17 943
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51	3 446	3 446	150	3 596	4 298
	52	57 024	59 974	11 505	71 479	86 289

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		<u>Budget 2010</u>		<u>Réalisations 2010</u>		
		<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Total</u>	<u>Réalisations 2009</u>
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	51 974	55 832	10 317	66 149	72 005
Patinoires intérieures et extérieures	54	93 297	86 464		86 464	101 287
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	750	925		925	
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59		57		57	
	60	146 021	143 278	10 317	153 595	173 292
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	15 730	15 549	2 095	17 644	17 745
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	10 774	9 676		9 676	
	66	26 504	25 225	2 095	27 320	17 745
	67	172 525	168 503	12 412	180 915	191 037
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	39 534	29 614		29 614	31 219
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	7 063	7 402		7 402	3 327
	73	46 597	37 016		37 016	34 546
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74		300 959	(300 959)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Conciliation des revenus de taxes	32
Revenus admissibles	33
Calcul du taux global de taxation réel	34
Évaluation non ajustée des immeubles imposables	34
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	36
Acquisition d'immobilisations d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme	37
Analyse de la charge de quotes-parts	38
Analyse de la rémunération	39
Analyse de l'activité « Eau et égout »	39
Analyse du coût des services municipaux	40
Acquisition d'immobilisations par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	42
Fonds de roulement - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012	50
Transmission électronique du rapport financier	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la municipalité de Cacouna (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

1 Comptable agréé auditeur permis no 19130

DATE 2011-04-11

Dernière modification avant dépôt : 2011-04-13 14:19:20

Dernière modification : 2011-04-13 14:19:20

Réservé au ministère

5 237 414	647 337	1 548 751	1,1846
-----------	---------	-----------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>1 571 798</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>1 571 798</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1		1 571 798
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2		
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3		
Total partiel	4		1 571 798
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	23 047	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		23 047
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11		1 548 751

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	561 514	280 780
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3	67 831	26 931
Conduites d'égout	4	8 312	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	8 312	56 141
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Système d'éclairage des rues	8		5 437
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		4 601
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		11 468
Ameublement et équipement de bureau	18	181	8 087
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 807	15 700
Terrains	20		
Autres	21	274 000	
	22	274 000	647 957
			409 145

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Infrastructures existantes			
Conduites d'eau potable	23	553 202	280 780
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25	67 831	26 931
Conduites d'égout	26		
Infrastructures pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	27	8 312	
Usines de traitement de l'eau potable	28		
Usines et bassins d'épuration	29		
Conduites d'égout	30	8 312	
	31	637 657	307 711

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Solde au 1 ^{er} janvier		Augmentation		Diminution		Solde au 31 décembre
Dettes à long terme								
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	632 085	24	162 515	47	45 415	70	749 185
Obligations et billets en monnaies étrangères	2		25		48		71	
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec								
et ses entreprises	3		26		49		72	
Organismes municipaux	4		27		50		73	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5		28		51		74	
Autres	6		29		52		75	
	7	632 085	30	162 515	53	45 415	76	749 185
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :								
Par la municipalité								
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme								
Excédent de fonctionnement affecté	8		31		54		77	
Réserves financières et fonds réservés	9		32		55		78	
Montant à la charge								
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	144 685	33	162 515	56	12 595	79	294 605
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	487 400	34		57	32 820	80	454 580
De la municipalité (Société de transport en commun)	12		35		58		81	
	13	632 085	36	162 515	59	45 415	82	749 185
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)								
Débiteurs								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14		37		60		83	
Organismes municipaux	15		38		61		84	
Autres tiers	16		39		62		85	
Autres	17		40		63		86	
	18		41		64		87	
Prêts	19		42		65		88	
	20		43		66		89	
	21	632 085	44	162 515	67	45 415	90	749 185
<i>Déduire</i>								
Dette en cours de refinancement	22		45		68		91	
	23	632 085	46	162 515	69	45 415	92	749 185

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	46 870	46 870	45 238
Autres	3	22 722	22 722	21 874
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	1 584	1 584	2 813
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8	6 082	6 082	
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	13 231	13 231	15 602
Cours d'eau	13	2 075	2 075	2 105
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	1 200		
Autres	17			1 161
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	6 298	32 037	40 114
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	11 280	11 280	11 552
Autres	21	3 446	3 446	4 148
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	32 694	32 694	39 436
Activités culturelles	23	29 334		8 663
Réseau d'électricité	24			
	25	176 816	172 021	192 706

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Effectifs personnes/ année ²		Semaine normale (heures)		Rémunération		Charges sociales		Total ¹
Administration municipale										
Cadres et contremaîtres	1	3,00	11	35	18	132 487	28	23 286	38	155 773
Professionnels	2		12		19		29		39	
Cols blancs	3	2,00	13	31	20	50 578	30	8 999	40	59 577
Cols bleus	4	5,00	14	15	21	70 794	31	12 031	41	82 825
Policiers	5		15		22		32		42	
Pompiers	6	20,00	16	5	23	40 940	33	7 553	43	48 493
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7		17		24		34		44	
	8	30,00			25	294 799	35	51 869	45	346 668
Élus	9	7,00			26	27 213	36	4 082	46	31 295
	10	37,00			27	322 012	37	55 951	47	377 963

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT »
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Revenus de transfert		
	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	48	52	56
Réseau de distribution de l'eau potable	49	53	57
Traitement des eaux usées	50	54	58
Réseaux d'égout	51	55	59

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1		27		53		79		105		131
Évaluation	2	46 869	28		54	46 869	80		106	46 869	132
Autres	3	260 615	29	10 665	55	271 280	81	698	107	270 582	133 7 402
	4	307 484	30	10 665	56	318 149	82	698	108	317 451	134 7 402
Sécurité publique											
Police	5	167 440	31		57	167 440	83		109	167 440	135
Sécurité incendie	6	92 046	32	43 259	58	135 305	84	1 479	110	133 826	136 23 008
Sécurité civile	7		33		59		85		111		137
Autres	8	2 731	34	4 823	60	7 554	86	12 730	112	(5 176)	138
	9	262 217	35	48 082	61	310 299	87	14 209	113	296 090	139 23 008
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	171 167	36	28 260	62	199 427	88		114	199 427	140 3 142
Enlèvement de la neige	11	119 918	37		63	119 918	89		115	119 918	141
Autres	12	17 516	38		64	17 516	90	271	116	17 245	142
Transport collectif	13		39		65		91		117		143
Autres	14	4 214	40	1 854	66	6 068	92		118	6 068	144
	15	312 815	41	30 114	67	342 929	93	271	119	342 658	145 3 142
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	1 593	42	155 614	68	157 207	94	48	120	157 159	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	50 390	43		69	50 390	95		121	50 390	147
Traitement des eaux usées	18	48 847	44	7 371	70	56 218	96		122	56 218	148
Réseaux d'égout	19	22 469	45	18 477	71	40 946	97		123	40 946	149 3 464
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	101 981	46		72	101 981	98		124	101 981	150
Matières recyclables	21	27 726	47		73	27 726	99		125	27 726	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23	2 076	49		75	2 076	101		127	2 076	153
Protection de l'environnement	24		50	4 250	76	4 250	102		128	4 250	154
Autres	25		51	2 469	77	2 469	103		129	2 469	155
	26	255 082	52	188 181	78	443 263	104	48	130	443 215	156 3 464

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Charges avant amortissement		Amortissement des immo- bilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux	Frais de financement
		+		=		-		=		
Santé et bien-être										
Logement social	157	1 174	172	187	1 174	202	217	1 174	232	
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233	
Autres	159		174	189		204	219		234	
	160	1 174	175	190	1 174	205	220	1 174	235	
Aménagement, urbanisme et développement										
Aménagement, urbanisme et zonage	161	45 248	176	4 964	191	50 212	206	221	50 212	236
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222		237	
Promotion et développement économique	163	11 280	178	6 391	193	17 671	208	223	17 671	238
Autres	164	3 446	179	150	194	3 596	209	224	3 596	239
	165	59 974	180	11 505	195	71 479	210	225	71 479	240
Loisirs et culture										
Activités récréatives	166	143 278	181	10 317	196	153 595	211	33 122	120 473	241
Activités culturelles										
Bibliothèques	167	15 549	182	2 095	197	17 644	212	227	17 644	242
Autres	168	9 676	183		198	9 676	213	9 403	273	243
	169	168 503	184	12 412	199	180 915	214	42 525	138 390	244
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230			245
	171	1 367 249	186	300 959	201	1 668 208	216	57 751	1 610 457	246
										37 016

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	647 957	409 145
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	647 957	409 145

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	(412 388)	(491 352)
Redressement aux exercices antérieurs	2		(2)
Solde redressé au début de l'exercice	3	(412 388)	(491 354)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	288 222	78 966
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	7		
Montant à pourvoir dans le futur	8		
Financement des investissements en cours	9		
	10	288 222	78 966
Solde à la fin de l'exercice	11	(124 166)	(412 388)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	12	152 449	108 938
Redressement aux exercices antérieurs	13		
Solde redressé au début de l'exercice	14	152 449	108 938
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	15	9 599	9 586
Activités d'investissement	16		33 925
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	17		
Financement des investissements en cours	18		
	19	9 599	43 511
Solde à la fin de l'exercice	20	162 048	152 449

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Montant à pouvoir dans le futur		
Solde au début de l'exercice	21 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs	22	
Solde redressé au début de l'exercice	23 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	24 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	25 ()	()
Autres	26 ()	()
Régimes non capitalisés	27 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	28 ()	()
	29 ()	()
	30 ()	()
Diminution de l'exercice		
	31	
	32	
Solde à la fin de l'exercice	33 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	34 (140 114)	
Redressement aux exercices antérieurs	35	
Solde redressé au début de l'exercice	36 (140 114)	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	37 97 232	(140 114)
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	38	
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	39	
	40	
	41 97 232	(140 114)
Solde à la fin de l'exercice	42 (42 882)	(140 114)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Solde au début de l'exercice	43 4 990 130	4 833 602
Redressement aux exercices antérieurs	44	
Solde redressé au début de l'exercice	45 4 990 130	4 833 602
Variation de l'exercice	46 252 284	156 528
Solde à la fin de l'exercice	47 5 242 414	4 990 130

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>100 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>100 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>100 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre		
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement					
Montant non réservé	1	2 455	2	3	4	5	6	7	2 455
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14		
	15	2 455	16	17	18	19	20	21	2 455

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010		2009
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	() () ()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	() () ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	() () ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	27		
Montant à pourvoir dans le futur	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
	31		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	32		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Taxes sur la valeur foncière	Du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales	
Taxe foncière générale (taux unique)	1 <input type="text" value="0"/> , <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="7"/> \$
Taxe foncière générale (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles industriels	5 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	7 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8 <input type="text" value="0"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="1"/> \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles industriels	12 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	14 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles industriels	19 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	21 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles industriels	26 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	28 <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels

(Montant fixe)

Eau	1	[] [5] [4] , [8] [6]	\$
Égout	2	[1] [6] [8] , [6] [2]	\$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] []	\$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] , [] []	\$
Matières résiduelles	5	[1] [5] [8] , [3] [0]	\$

Par unité de logement**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [] [] , [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne d'organismes contrôlés.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2010	7	12 069 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2010 des engagements en vertu du règlement concerné	8	12 000 \$	
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11	\$	
b) autres formes d'aide	12	\$	
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2010 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	64 572 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18	\$	
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19	260	20 <input checked="" type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 415, rue St-Georges
 (no) (rue)
Cacouna G0L 1G0
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 867-1781
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 867-5677
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel municipalite@cacouna.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Madeleine Lévesque

Téléphone (418) 867-1781
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 867-5677
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel malevesque@cacouna.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Samson belair/Deloitte & Touche SENCRL

Titre Comptables agréés

Adresse 287, Pierre-Saindon, bureau 402
 (no) (rue)
Rimouski G5L 9A7
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 724-4136
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 723-3807
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel jeleblanc@deloitte.ca

Responsable du dossier Jean-Philippe LeBlanc, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
 (no) (rue)
 _____ (Municipalité) _____ (Code postal)

Téléphone _____
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2012

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2010

Facteur comparatif

Valeur uniformisée

1
2
3 _____

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné(e), _____
(Nom) (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de
la péréquation de 2012 sont exacts.

(Signature)

(Date)

Dernière modification avant dépôt : 2011-04-13 14:19:20

Dernière modification : 2011-04-13 14:19:20

Réservé au ministère

5 237 414	647 337	1 548 751	1,1846
-----------	---------	-----------	--------

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier
 (Nom)
 de Cacouna pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, déposé lors
 (Nom de l'organisme)
 de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
 (Date)
 ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
 (Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 647 337 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
 à la page S34 ligne 4 est de 1 548 751 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification avant dépôt : 2011-04-13 14:19:20

Dernière modification : 2011-04-13 14:19:20

Réservé au ministère

5 237 414	647 337	1 548 751	1,1846
-----------	---------	-----------	--------

RAPPORT FINANCIER 2010 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier (page S3);
 2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
 4. Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage

Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000

B) 6 800 000

C) 6 500 000

D) 1,4444

A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)

B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)

C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)

D) Taux global de taxation réel de 2009 (page S34 ligne 6)